

Chantal MOUFFE
LE PARADOXE DEMOCRATIQUE
Traduit de l'anglais par Denyse Beaulieu
BEAUX-ARTS DE PARIS Editions, Paris, 2018 (2016/2005)

Je devrais certainement m'offrir une petite tranche supplémentaire d'analyse pour comprendre pourquoi je continue à m'infliger régulièrement la lecture d'ouvrages du genre de celui-là. Il faut certainement une certaine dose de masochisme pour continuer. (et moi qui récuse cette notion trop facile et que je trouve non explicative !) Je persévère, et constate à chaque fois la distance qui me sépare des vrais intellectuels, c'est-à-dire ceux (et celle en l'occurrence) que je trouve complètement hors-sol, des fabricants de systèmes comme nous le sommes sans doute tous, mais là avec un oubli total du bon sens dont chacun est pourvu. Bien sûr, il faut se méfier de ce bon sens qui n'est souvent qu'acquiescement aux préjugés à la mode. Mais de là à s'enfermer dans des pseudo-dialogues entre collègues qui vivent de leurs désaccords de surface dans les hautes sphères de la pensée abstraite...

Une pensée hors sol

Revenons quand même aux cent trente trois pages (mais c'est écrit petit !) du « paradoxe démocratique ». Ce dernier est résumé au conflit indépasseable entre deux valeurs : la Liberté et l'Égalité. La première est présumée de droite, et équivalente au libéralisme, la seconde est de gauche, le tout selon un schéma très classique que Chantal MOUFFE défend contre un centrisme ni gauche-ni droite, ou une troisième voix jugée illusoire¹, définie, totalement à tort de mon point de vue, comme le dépassement de la conflictualité, le règne du consensus, dont chacun sait qu'il ne peut qu'être tiède et mou. Sans doute la température de l'eau bouillante ou celle du froid absolu sont-elles des contextes nettement plus vivables !

Passons sur les (longs) chapitres qui critiquent point par point (poing par poing ?) la recherche d'un consensus rationnel démocratique à visée universaliste hérité de la philosophie des Lumières, une « *démocratie délibérative* », soit les visions de RAWLS et/ou d'HABERMAS. Il m'aurait suffi de lire que nous, les humains, ne sommes pas que raison pour justifier la remise en question d'une vision purement rationnelle de l'histoire. Mais, et ce n'est qu'un paradoxe parmi bien d'autres dans cet écrit, pourquoi vouloir démontrer *rationnellement* qu'un système social purement rationnel ne peut pas être valable ? Chacun sait, dans l'expérience de sa vie, que tout ce qu'il fait entrelace émotions, passions et raison. Vouloir choisir le plus important, c'est comme si un marcheur se demandait si sa jambe gauche était plus importante que la droite, et si ses bras lui étaient nécessaires... Articuler suppose des hiérarchies temporaires, arbitraires et expérimentales en quelque sorte, et donc des certitudes fragiles.

Une conflictualité que la démocratie délibérative ne peut éliminer

Notre auteure avance une idée intéressante, lourde de conséquences qu'elle oublie soigneusement d'aborder ; pas de « nous » sans « eux » dit-elle : « *La politique vise à la création de l'unité dans un contexte de conflit et de diversité ; elle est toujours liée à la création d'un « Nous » à travers la définition d'un « Eux ».../... Le problème crucial est d'établir cette distinction « Nous »-« Eux » de façon compatible avec la démocratie pluraliste* » (p 99). Nous n'aurons pas de réponse à cette question, pourtant cruciale en effet. D'autant moins que le concept d'identité ne semble pas particulièrement acceptable dans une vision qui se veut de gauche. Et ce n'est pas l'idée de *déconstruction* empruntée à DERRIDA qui va apporter une option de solution puisqu'elle néglige systématiquement que toute déconstruction n'est qu'une

¹ On sait depuis longtemps que « *si ce n'est ni de droite ni de gauche, c'est que c'est de droite* », lieu commun rappelé par Jacques ELLUL, cf. lecture n°

reconstruction. Ni cet autre emprunt au même, du concept *d'indécidabilité* (p129) qui confond l'incertitude de prendre une bonne décision (de par l'impossibilité d'en connaître à l'avance toutes les conséquences) et l'impossibilité de décider comme le laisserait entendre le terme même d'indécidabilité. A moins que le but ne soit de se contenter de détruire et de maintenir l'impossibilité de quoi que ce soit... en attendant une impossible perfection qui jaillirait d'elle-même de ce champ de ruines.

Comment dépasser ce pluralisme se demandent certains ? Par le dialogue propose HABERMAS ; par des arguments raisonnables suggère RAWLS. Impossible de le dépasser, dit Chantal MOUFFE. Le pluralisme (des idées, des intérêts, des projets pour l'organisation de la société...) n'est pas soluble dans un consensus harmonieux et apaisé. Soit ! Il faut donc faire avec. Et, plus dur encore, il n'y a pas de consensus sans exclusion affirme-t-elle. La solution qu'elle propose n'est guère plus satisfaisante que celles qu'elle critique : *l'antagonisme* qui crée des *ennemis* doit être transformé en *agonisme* entre *adversaires*, sans vainqueurs ni vaincus. Et voilà. Yaka ! Changeons de vocabulaire, et tout ira mieux, puissance du signifiant pour ceux qui écrivent. Régulièrement mis en échec par ceux qui agissent. Car ici, rien ne nous est indiqué de comment faire ce passage, construire le chemin.

L'humanité versus le peuple

Une autre distinction nous est proposée : celle entre l'humanité (universelle) et le peuple, le *demos*, (particulier). Bénéficiaire de Droits repose sur le fait d'appartenir à un *demos*, un groupe ; ce qui présuppose l'existence de frontières entre un dedans et un dehors, un « nous » et un « eux », c'est-à-dire un nécessaire phénomène d'exclusion. Il n'y a pas de démocratie sans exclusion, voilà une idée intéressante, et que la pratique peut vérifier assez facilement. Même les plus *no-border* sont obligés d'exclure ceux qui ne pensent pas comme eux. Si « le » politique, c'est « *la dimension de l'antagonisme inhérente aux rapports humains* » et « la » politique « *l'ensemble de pratiques, de discours et d'institutions qui tentent d'établir un certain ordre et d'organiser la coexistence humaine* » (p 98-99) il reste à voir, dans ces inévitables rapports de pouvoir comment les décisions se prennent, et les responsabilités s'assument. Si cela est signalé, de loin, il nous est affirmé que « *la démocratie radicale et plurielle rejette la possibilité même d'une sphère publique sans exclusion, où l'on pourrait atteindre un consensus non coercitif grâce à la discussion rationnelle.* » au contraire même « *elle prémunit la démocratie pluraliste contre toute tentative de clôture.* » (p 41). Mais aucune illustration de cette exclusion sans coercition et sans clôture ne nous est donnée, même sur le mode d'une description purement imaginaire, à défaut d'une réalisation concrète quelque part. Peut-être parce que toute décision a comme effet de définir un passé et un avenir, un impossible retour en arrière, des perdants (les suggestions non retenues) et des gagnants (ceux dont le point de vue s'est imposé), c'est-à-dire le risque de créer des ennemis davantage que des adversaires.

Des absences qui se remarquent

S'appuyant sur WITTGENSTEIN, le problème du consensus est reporté sur un niveau différent, celui d'avoir « *d'abord un accord quant au langage utilisé.* » (p 69). Mais qui décidera de cet accord ? Les règles sont « *des condensés de pratiques, indissociables de formes de vie particulières* » (p 70). Mais, même si « *suivre une règle, dit Wittgenstein, est analogue à obéir à un ordre* » (p 74), Chantal MOUFFE oublie l'importance de l'analogie et interprète « *suivre une règle* » comme « *maîtriser une technique* » (p 72). C'est sans doute ce côté « technique » qui fait que le mot de procédure est si souvent utilisé par notre auteure. Par contre, des signifiants qui devraient découler assez simplement de ses prémisses manquent cruellement à l'appel.

Ainsi, jamais ne sont différenciés les procédures des *processus*, et donc le compliqué du *complexe*, ni la morale de l'éthique d'ailleurs. Ainsi on remarquera, question centrale et ancienne, aucun embryon de réponse à la question de la *violence légitime*, celle exercée par tout Etat au nom de la paix sociale, et donc encore moins le

mot de *guerre*, (dont les formes peuvent être démultipliées à l'infini puisqu'inhérentes à l'idée de diversité des ennemis² : guerres militaire, économique, culturelle, religieuse, conceptuelle). A partir de quand un adversaire devient-il un ennemi ? Et que fait-on des/aux ennemis que l'on s'est construits ?³ Et le concept de *réciprocité*, indispensable pour penser les antagonismes et les rendre supportables, n'est que critiqué négativement. Pas grand chose de dit non plus à propos des *frontières*, de leur construction et de leur gestion, pourtant indispensables pour distinguer le « nous » du « eux », posées comme inévitables. Et limiter le paradoxe de la démocratie à l'antagonisme entre la liberté (des individus et du marché) et l'égalité (entre « nous ») sans jamais faire appel au troisième terme bien connu de la République Française, qui l'oublie elle-même assez souvent, la *fraternité*, c'est oublier l'huile dans les durs rouages des contradictions qui s'entretiennent les unes les autres

Rêve et réalité

Ecrits entre 1995 et 2000, les textes de Chantal MOUFFE, professeure de théorie politique à Londres, tombent à plat, à l'heure du Brexit, quant ils invoquent le niveau européen comme la seule chance de réussite pour une réponse post-sociale –démocrate au néolibéralisme. (p 121). Une réponse qui, d'après elle et quelques autres, imposerait simultanément : la réduction du temps de travail, le développement d'activités sans but lucratif et l'allocation d'un revenu minimum sans conditions. Ses critiques initiales reprochaient le côté dé-réel des approches rationnelles. Peut-on vraiment trouver très réalistes, vu l'état actuel des rapports de force, ces propositions ? Sans même traiter du problème des frontières à l'ère du numérique et de la financiarisation planétaire ?

Il y a pourtant bien des constats, des analyses, comme souvent chez ces intellectuel·les hors sol, tout a fait partageables : l'importance des rapports de pouvoir, l'opposition entre le capitalisme et « *les problèmes systémiques d'inégalité et d'instabilité qu'il engendre.* » (p 108). Et l'idée d'une « *démocratie moderne* » dont « *la spécificité repose sur la reconnaissance et la légitimation du conflit, sur le refus de le supprimer par l'imposition d'un ordre autoritaire.* » (p 109) est bien séduisante. Le but reste toujours le même, quelles que soient les théories : comment contrôler la violence, en soi et entre nous ? Le plus court chemin vers l'imposition de ses volontés n'est-il pas la mise à mort de l'ennemi, c'est-à-dire de celui qui ne pense pas comme vous, fut-ce une partie de soi ?

Côté options de solutions, c'est nettement plus faible. Mais il y a sans doute un lien entre ces deux points : l'absence d'une pensée véritablement systémique, incluant l'ignorance⁴, mettant en son centre les inévitables antagonismes *et* intra-personnels et inter-collectifs, s'appuyant sur ce qui existe *en même temps* que sur l'idée d'un projet.

Et remettant donc en question non seulement le pouvoir des politiques, mais aussi celui des intellectuels eux-mêmes qui bâtissent des mondes idéaux, vraiment idéaux, c'est-à-dire dans le monde éthéré de leurs idées, des mondes un peu à côté des logiques de la vie terrestre.

² On connaît le succès des concepts d'« ennemis de l'extérieur » et d'« ennemis de l'intérieur » auprès de tous les régimes autoritaires...

³ cf. note de lecture n°22- Umberto Eco *Construire l'ennemi*. On peut se construire des ennemis-adversaires respectables, et des ennemis mortels indispensables. Ainsi, la mode semble être actuellement de considérer comme « terroristes » tout opposant à un pouvoir qui se veut le seul légitime. Reste, à coups d'injustices ce qui est assez facile, à susciter des vocations pour justifier les mesures répressives les plus arbitraires.

⁴ C'est un point fondamental, qui impose modestie, ouverture, dialogue et laisse ouvert la possibilité d'un progrès ensemble, d'une (ré)invention du monde. C'est l'ignorance qui permet le questionnement. Le savoir est toujours du côté des réponses. Et ces dernières, indispensables, inévitables, ne seront toujours que contingentes et précaires.